

9 novembre 2016

Paraît tous les deux mercredis

La Vigie



N°55

3^{ème} année

Sommaire

p. 1 Amérique : less she can p. 4 Couverture nucléaire p. 6 Vu de la lunette : l'Eskadra russe en Méditerranée p.7 Trumperie

Amérique : less she can

Les électeurs ont rendu leur verdict : D. Trump a donc été élu au terme d'une campagne électorale hors norme ouvrant un cycle politique nouveau, qui va au-delà du simple renouvellement du POTUS (*president of the United States*). En effet, le renouvellement profond que l'élection de Barack Obama avait laissé espérer a, d'une certaine façon, déçu. Comme nous l'avons déjà relevé dans ces colonnes, l'Amérique est peu lisible (voir [LV 39 « crise ou révolte ? »](#)), traduisant une Amérique incertaine d'elle-même ([LV 4](#), nov. 2014). Sous Obama, le système politique américain s'est largement bloqué et Trump n'a fait que continuer ce que les Républicains avaient déjà pratiqué méthodiquement, c'est-à-dire l'obstruction institutionnelle du processus législatif.

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

Au fond, l'Amérique était déjà politiquement rigidifiée et l'élection de cette nuit ne fera qu'accentuer la lourde tendance d'une **Amérique ingouvernable**. Les motifs en viennent de loin. Il y a d'abord un verrouillage du système électoral qui permet bien moins de fluidité : les circonscriptions ont été taillées pour être durablement orientées, tandis que le financement des campagnes électorales n'a pas de limites, ce qui affaiblit le débat d'idées. Notons de plus que la révolution technologique permise par les données de masse (*Big data*) a permis une débauche de moyens afin de cibler individuellement chaque électeur. Cela aurait pu assouplir le système si on ne s'était aussi aperçu que les réseaux sociaux encourageaient l'entre-soi et donc la radicalisation des postures.

Aussi la campagne fut-elle celle de tous les ressentiments, à un degré rarement atteint dans l'histoire politique du pays.

Un débat idéologique

Simultanément, il y eut pourtant un débat idéologique même s'il a été peu traduit en conceptions intellectuelles définies et proposées par des clercs patentés, selon la notion d'idéologie héritée du XX^e siècle.

Ce débat oppose en effet le globalisme d'un côté, le resserrement national de l'autre. Le premier clan est formaté par 40 ans d'une vague de mondialisation lancée par Ronald Reagan (lui aussi présenté à l'époque comme un histrion) à la suite des thèses néo-libérales de Milton Friedmann. Le mouvement gagna le reste du monde.

En premier lieu l'Europe (la vraie liberté de circulation des biens, des idées, des personnes et des capitaux date de l'Acte Unique de 1986, ce qu'on oublie trop souvent, accusant le traité de Maastricht de bien des choix qui lui préexistaient). Vint là-dessus l'écroulement du système soviétique, ce qui justifia, a posteriori, le système mondialisé mis en place. Alors, les années (Bill) Clinton parlèrent de « mondialisation » ; on mit en place l'OMC et bientôt les journaux évoquèrent les BRICS et la notion d'émergence. La mondialisation désormais triomphante portait ses fruits à travers les continents, malgré « quelques » chômeurs ici ou là, considérés comme les victimes temporaires de l'adaptation nécessaire. Toutefois, deux mouvements vinrent contrecarrer cette vague que l'on croyait toute puissante : la crise financière de 2008 et la révolution cyber, hâtivement qualifiée de quatrième révolution industrielle alors qu'elle détruisait plus d'emplois qu'elle n'en créait. Depuis tout va mal et le cycle vertueux a laissé place à un cercle vicieux.

Simultanément en effet, la mondialisation s'était accompagnée d'une **baisse d'efficacité du politique : le pouvoir n'avait**

plus de pouvoir. Le vieux clivage entre la gauche et la droite s'estompait et un nouveau clivage apparut entre les partisans du maintien « raisonnable » du système et leurs opposants, rapidement qualifiés d'antisystème ou de populistes. Or, les choses sont plus subtiles que cela puisqu'il s'agit au fond **du contrôle collectif de la vie publique, autrement dit de la politique.**

Réalités électorales

Les outrances de D. Trump, si proches de la caricature et si déplaisantes furent-elles, traduisent en fait des réalités de plus en plus visibles. Et l'assurance convenable d'Hillary Clinton masque difficilement son conservatisme radical. **Comme dit Cornel West**, on avait le choix entre « *une catastrophe néofasciste et un désastre néolibéral et militariste* ». D'un côté en effet, un peuple américain qu'on a trop vite caricaturé comme celui des *rednecks*, cul-terreux incultes et porteurs d'armes attardés. Sait-on pourtant qu'en moyenne, l'électorat de Trump est plus éduqué que celui de Clinton ? Celle-ci réunit en effet de l'autre, deux extrêmes : celui des ultra bénéficiaires du système, riches d'un capital économique, social et culturel, et celui de

toutes les minorités, faiblement éduquées et globalement pauvres, victimes en fait des inégalités du système, proches de l'électorat de Trump. Au fond, Clinton réunit sur son nom à la fois les revenus et les produits de la mondialisation. **L'Amérique est donc profondément divisée selon un clivage que l'opposition entre Démocrates et Républicains traduit très imparfaitement.** L'établissement républicain a beau avoir négligé Trump, il a bien dû le suivre car il poussait plus loin qu'eux toutes les pratiques du *Grand Old Party*. **Trump a gagné contre son camp !**

Pourtant on assiste à une sorte d'inversion des tendances. Trump rassemble ceux que la montée extrême des inégalités révolte. Le livre de Piketty sur le sujet a été le grand révélateur de cette question qui est désormais placée au cœur du débat. Clinton, avec son image de progressisme si convenable, est de fait la plus conservatrice des deux candidats, puisqu'elle veut « maintenir » le système et ne l'amender qu'à la marge. Cela s'est bien entendu dans le ton méprisant (« de classe ») qu'elle usa envers les électeurs de Trump. Mais celui-ci ne fut jamais le dernier à pratiquer l'injure et l'outrance.

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

Une Amérique ingouvernable ?

L'Amérique est-elle encore gouvernable au lendemain de la victoire de Trump ? Notons qu'il est plus légitime que G.W. Bush, dont l'élection en 2000 demeure controversée. Il bénéficie de plus d'un Congrès à sa main, puisque Sénat et Chambre des représentants sont de son côté et que la Cour suprême, devrait trouver une majorité conservatrice. Potentiellement donc, s'il sait s'entourer, Trump devrait avoir les moyens de mener sa politique. L'incertitude persiste pourtant sur deux points. D'une part, le choc des réalités car il n'est pas sûr que le pouvoir américain puisse accomplir ce retour à une efficacité politique fantasmée. D'une certaine façon, l'Amérique à l'intérieur a perdu sa puissance (*less she can*). D'autre part, l'Amérique est profondément divisée : les inégalités d'hier laissent voir une opposition entre les démographies américaines (blancs contre minorités ou encore villes contre ruraux : 31 des 35 plus grandes villes ont voté Clinton !).

Si la révolte a triomphé par le vote, si la colère s'est exprimée dans les urnes, que se passera-t-il si l'impuissance demeure ?

Quelle politique étrangère ?

Cette Amérique profondément déstabilisée aura aussi une posture extérieure nouvelle. D'une certaine façon, Trump va **poursuivre et amplifier une politique d'Obama**, celle d'un certain désengagement avec une réticence certaine envers l'usage de la force militaire et une négligence à l'endroit des Européens. Clinton aurait été beaucoup plus interventionniste, militariste, anti-russe, toute à sa volonté de prouver qu'elle était un homme d'État. Trump n'a aucun besoin de prouver sa virilité et son caractère instinctif devrait le guider.

On peut ainsi envisager une **attitude beaucoup moins conciliante envers les alliés**, qu'ils soient européens ou asiatiques. « Maintenant, payez » sera sans doute le mot d'ordre... De même, il n'aura aucune obsession à l'encontre de V. Poutine, ce qui ne signifiera pas pour autant qu'il sera son allié, malgré les caricatures lancées dans la presse. Disons que le réalisme l'emportera des deux côtés et que la définition des intérêts américains sera strictement centrée sur le pré carré nord-américain. Au Moyen-Orient, s'il poursuivra l'alignement aux côtés d'Israël, on peut imaginer bien des

retournements possibles : abandon d'une attitude anti-Assad, remise en cause de l'accord nucléaire avec les Iraniens, pragmatisme très fort avec les Saoudiens sommés de payer. En Asie enfin, on peut s'attendre à la fois à un certain délaissement des alliés japonais et sud-coréens (« payez ») et en même temps un durcissement du ton avec la Chine, ce qui peut sembler contradictoire. Disons que la fascination obamienne pour l'Asie ne sera certainement plus autant de mise.

Il reste enfin une dernière dimension, celle de la **politique économique, dimension cruciale de la politique étrangère américaine**. Le protectionnisme américain sera accentué, mais on pourra s'interroger sur la pérennité du roi dollar, notamment de la part des Saoudiens et des Asiatiques, qui détiennent énormément d'obligations américaines et disposent par-là de forts moyens de pression sur Washington.

Ainsi, ce n'est pas simplement *America great again* ni *America first*, c'est peut-être *America alone* : dès lors, quelle pertinence pour un « camp occidental », héritage de la Deuxième Guerre mondiale et club de l'après guerre froide ?



Couverture nucléaire

Dans la donne stratégique actuelle, quel rôle, résiduel ou renforcé, pour nos armes nucléaires ? quels risques majeurs couvrent nos forces nucléaires stratégiques, les FNS ? quel déploiement afficher ? quelle part leur attribuer dans notre effort de défense ? Questions sensibles, nécessaires mais pas taboues à 7 mois d'élections présidentielles.

Notons en préambule la malléabilité de la donne nucléaire française. Notre posture nucléaire militaire ne fut guère affectée par le glissement stratégique contrôlé d'une stricte indépendance nationale postulée (1960) à une défense européenne revendiquée (1990) puis à une intégration atlantique pleinement assumée (2010). Cette réassurance ultime voulue dans la filiation de la débâcle de 1940 et de l'échec de Suez de 1956 fut de fait **plus un vecteur de liberté d'action stratégique que d'invulnérabilité militaire.** C'est en France que fut inventée et théorisée la dissuasion et approfondi un concept alors confondu avec la non-guerre. Pourtant la guerre froide fut une vraie guerre avec une vraie manœuvre nucléaire et se termina par un pat stratégique avec un vaincu, l'URSS.

Pour commencer notre analyse, relevons aussi que notre posture nucléaire militaire est un **double héritage**, celui de la seconde guerre mondiale et celui des temps de la décolonisation et de leurs tragédies. Notons qu'elle illustre aujourd'hui encore le **triple verrou historique** du bannissement de la guerre devenue illégale avec la Charte des NU qui encadre strictement la légitime défense individuelle, de l'impossibilité de la victoire par une bataille d'attrition suicidaire entre protagonistes nucléaires, et enfin de la gouvernance établie du Conseil de sécurité des NU qui en réserve la légitimité à ses membres permanents et fait de la prolifération nucléaire une atteinte à la paix et à la sécurité internationale.

Mais si l'on admet avec nous que le tournant stratégique amorcé en ce début d'année (cf. [LV 33](#)) périmé la grammaire de la guerre froide et affecte la gouvernance mondiale, que les graves crises actuelles n'ont guère de solutions militaires durables, que le concept même de défense nationale doit être réévalué dans un pays en état d'urgence qui doit affecter la force armée à la protection de l'ordre public, **il est légitime de questionner la contribution nucléaire à la sécurité de la France.**

La dissuasion nucléaire stratégique n'est plus aujourd'hui la pointe de diamant de la défense nationale qu'elle fut hier mais le simple soubassement de sa sécurité globale ; elle est inopérante dans les défis lancés par des forces non-étatiques devenues de vrais opérateurs stratégiques (cf. [LV 54](#)) ; elle a été dévoquée par une DAMB venue indûment la compléter ; débordée par les agressions parallèles souvent décisives dans les théâtres fluides du cyberspace, de la médiasphère, de l'espace sidéral, de l'espace économique océanique, de la compétition monétaire ; avec le gel de la guerre classique, elle a enclenché le cercle vicieux stratégique du terrorisme de combat, enfant bâtard des forces grises et de la non-guerre. De plus, son renouvellement technique à l'horizon 2030, dans le cadre d'une stricte suffisance, requiert de doubler à 6 milliards d'euros par an, les investissements (passer à 40% du total) au cours de la prochaine décennie, pour maintenir l'exigence constitutive de son existence, sa permanence et sa fiabilité, qui seules permettent une frappe en second assurée et imparable, prix de sa crédibilité.

Et on devine l'impasse stratégique qu'elle peut constituer pour la France aujourd'hui.

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

Ceci posé qui semble inextricable, quelles sont les options possibles pour en sortir ?

Ecartons d'emblée l'option stratégique irréaliste de sortie du nucléaire militaire, que ce soit pour anticiper le monde rêvé sans armes nucléaires qu'annonçait Obama dans son discours de Prague en 2009, pour complaire à nos partenaires européens agacés par ce privilège singulier ou pour nous ranger sous le parapluie atlantique gratuit des armes nucléaires américaines. Quel parti politique pourrait renoncer à prôner l'indépendance nationale célébrée en chœur par gaullistes, communistes, mitterrandistes et frontistes ? Quel PR braderait la capacité de notre nation à vivre, et choisirait une option réalignant la France sur ses voisins ? Un signal illisible ! Sans compter qu'une sortie qui durerait plus d'un quinquennat serait plus coûteuse qu'un maintien et sans bénéfice politique réel. Les anciens PM et chefs militaires qui ont défendu ce retrait nucléaire l'ont fait par impéritie ou goût immodéré du défi.

On connaît bien quelques options moins radicales : remplacer l'option nucléaire par un système dissuasif équivalent mais moins onéreux ; en réduire les coûts (avec

un format allégé) ; les partager avec des voisins intéressés (en Europe et Afrique) ; différer la modernisation des systèmes à mi-vie (en attendant une relance générale).

Une dissuasion alternative ? C'est l'exigence de tous les moralistes qui veulent une fois pour toutes s'affranchir du caractère inacceptable au plan éthique de l'arme nucléaire et de la notion même de dissuasion. Les technologues sont sommés de trouver une arme plus présentable pour interdire la guerre. C'est aussi celle des Etats dotés au sens du TNP qui préféreraient s'en réserver la possession et orienter la clientèle des États, soit vers des garanties de sécurité négociées soit vers le Conseil de sécurité. C'est enfin celui des théoriciens d'armes spéciales de type chimique, biologique, cybernétique voire monétaire ou climatique. Mais chacun sait que c'est au cœur même de l'atome que se trouve l'énergie de liaison la plus forte dont la libération explosive provoque les effets les plus massivement devastateurs. La dissuasion ne peut être que nucléaire si elle reste une menace d'emploi de la force, en représailles, prévention ou préemption. À l'agresseur potentiel d'y réfléchir à 2 fois. Beaufre a très bien dit cela entre autres. Le

nucléaire militaire restera donc à la plus haute marche de la dissuasion stratégique et aucun système ne rivalisera avec lui.

Un arsenal stratégique allégé ? La France aligne aujourd'hui deux composantes complémentaires, aéroportée et océanique, qui rendent la combinaison de leur menace imparable. Leurs vecteurs permettent des emplois massifs en seconde frappe assurée, comme des emplois sélectifs en frappe d'avertissement. Les 300 armes atomiques qu'elles alignent représentent en l'absence de désarmement des ex-Grands le prix et le poids de la France. On ne peut guère alléger que le déploiement aéroporté en le centrant sur le PA dont on valoriserait ainsi la mobilité et donc l'ubiquité ; les Rafale de l'Aéronavale seraient seuls alors capables de frappes avec les 54 ASMPA, à partir de terre ou de mer. La Marine aurait les vecteurs et les armes, et l'Armée de l'Air les centres de commandement des FNS. On perdrait en potentiel de raids nucléaires, on gagnerait en visibilité, nombre d'unités et d'avions dédiés. Quant à la pérennité des armes, elle est désormais garantie par le LMJ et le dispositif Epure liés au TICE. Mais de fait l'essentiel de la rationalisation est déjà ajusté à la juste suffisance choisie.

Une couverture aux coûts partagés ? La France dans ses dialogues militaires avec ses voisins sait bien qu'ils préfèrent la réassurance nucléaire américaine. En réintégrant l'Otan en 2009, elle a à la fois fermé la porte à une défense européenne autonome de l'Otan et renoncé de facto à partager son parapluie nucléaire. S'il lui reste bien la possibilité de sortir ses investissements nucléaires du décompte de son déficit budgétaire, le gain réalisé n'est que politique. Reste la coopération des *forces tierces*, avec les dispositions de longue durée arrêtées lors du Traité de Lancaster House en 2010. Cette mutualisation franco-britannique permet des économies et consacre une solidarité stratégique qui permet une réassurance politique et technique mutuelle. Rien de plus.

Un moratoire technico-financier ? Ne reste donc que cette piste à laquelle ne se résigneront sans doute pas les industriels et centres de compétence concernés qui ont tiré de la priorité nucléaire assumée des dynamiques d'excellence qui ont innervé et consolidé toute la recherche française.

Aucune des pistes évoquées ne peut donc être suivie aisément alors même que le

monde d'aujourd'hui est considéré par nos élites politiques et notre opinion publique comme plus incertain et plus dangereux qu'il ne le fut pendant la guerre froide dont la grammaire stratégique était contrôlée par les Grands. Si on peut certainement s'inspirer à la marge de plusieurs de ces options pour élargir le consensus intérieur et européen sur notre posture nucléaire et alléger son poids budgétaire, on ne peut envisager sérieusement d'y renoncer sans renoncer à cette *France indépendante* que célébrait le discours d'Istres de février 2015.

De la posture de dissuasion nucléaire héritée de la guerre froide et bien adaptée depuis, conservons donc l'essentiel :

- un noyau d'arsenal nucléaire imparable offrant une liberté d'action suffisante pour la maîtrise de notre destinée et le plein exercice de notre statut ;
- la haute technologie qui nous ouvre des portes industrielles essentielles ;
- et la notion même de dissuasion qui, élargie à celle d'*intimidation militaire*, permet d'imposer à un adversaire le respect de nos intérêts par la force persuasive déployée voire testée.

Vu avec La Lorgnette : L'Eskadra russe en Méditerranée.

On a commenté avec une ferveur guerrière l'entrée en Méditerranée du groupe aéronaval russe venant de la mer de Barents, comme on s'était alerté hier des patrouilles aériennes ostensibles de bombardiers stratégiques russes le long des côtes européennes, et même bretonnes ! On aura moins relevé les manœuvres navales conjointes russo-chinoises en Méditerranée et le récent stationnement de frégates chinoises anti-aériennes dans le port de Tartous en Syrie. On ignore généralement en Europe les patrouilles aériennes régulières américaines de renseignement et de test à la limite des FIR chinoises comme les démonstrations de force des porte-avions de la VII^{ème} Flotte américaine en mer de Chine.

On a de fait oublié que les rapports de force stratégiques internationaux se traduisent par des manœuvres militaires qui constituent des systèmes de signaux sans ambiguïté. Ils délivrent des messages qui soulignent les vulnérabilités militaires, enclenchent une dialectique de dépendance stratégique mutuelle, de retenue et de dialogue.

Ainsi la Méditerranée fut pendant toute la guerre froide un espace de contact militaire direct entre les forces de l'Otan et celles du Pacte de Varsovie avec surveillances et pistages mutuels qui ont régulé les tensions d'alors. Mais n'oublions pas non plus que la dissuasion nucléaire stratégique module tous ces signaux qui ne doivent ni nous émouvoir ni nous laisser impassibles. Apprenons donc à les décoder.

Trumperie

Bien peu d'analystes voyaient en Donald Trump le 45^{ème} POTUS. Beaucoup sauront l'expliquer savamment. À notre niveau, voici quelques réflexions à chaud qui confortent plusieurs analyses, notamment sur la nouvelle bipolarité du monde.

De quoi cette élection est-elle le nom ?

- D'un échec prédictible. Et donc de la médiocre capacité d'analyse du journalisme moderne dans un monde complexe, de la faible valeur politique des sondages en période de mutation mais aussi de l'archaïsme démocratique du système électoral américain.
- D'une forme américaine de rejet de la mondialisation. Une partie notable et transpartisane de l'électorat américain a trop souffert d'une globalisation qui a bien profité aux élites et aux échelons avancés et urbains de la société.
- D'une nouvelle fracture américaine, entre pauvres ou appauvris par la crise des subprimes, émigrés mal assimilés et classes politiques mondialisées.
- D'une carte électorale déstabilisée et d'une fissure politique nouvelle entre

Ouest démocrate et Est républicain. L'unicité américaine est en question.

- D'une inquiétude sur la pérennité de la grandeur américaine. Les voies choisies par les administrations Bush et Obama n'ont pas su empêcher le déclassement des États-Unis devenus une puissance relative aux actions contestées.

Quelles questions pose-t-elle ?

- L'application impossible d'une partie du programme de campagne. Quels aménagements proposés par le Pdt élu seront acceptés par ses électeurs ?
- La réaction de l'établissement à cette prise d'assaut réussie de la Maison blanche par un non initié. Le Pdt élu pourra/saura/voudra – t-il refuser de composer avec le parti Républicain et le système politique ?
- Le changement de pied avec la priorité affichée aux petits et aux sans grades. Quelle sera la nouvelle voie vers la grandeur promise aux États-Unis ?
- La priorité de la réforme intérieure sur l'exigence extérieure et la fureur du monde sera-t-elle tenable ? À quel prix pour l'autorité des États-Unis ?

À quels changements se préparer ?

- Une nouvelle gouvernance mondiale. L'ensemble des liens des États-Unis avec l'extérieur (industrie, commerce, sécurité) va être renégocié et ouvrira la voie soit à un repli américain, soit à une nouvelle forme de directoire mondial, soit à un vrai multacentrisme.
- Une nouvelle offre pour les Européens. Additionné au BREXIT, cet USEXIT va priver l'UE du partenariat occidental et de profondeur stratégique et l'obliger à se reconsidérer pour elle-même.
- Une probable relaxation stratégique russo-américaine. Une alliance militaire décomplexée peut voir le jour pour abattre l'EI, lutter contre le fondamentalisme islamique et monnayer ses protections/arbitrages ;
- Une guerre économique radicalisée avec l'Asie, l'Europe et une compétition sans merci sur les marchés émergents.
- Un déverrouillage planétaire et une relance des « possibles stratégiques » dans les 4 ans à venir, à exploiter pour renforcer la France en profitant des occasions offertes. Une chance à saisir.

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !